

Accès difficile à l'eau potable, sécheresses, inondations : le Baromètre 2019 de l'ONG Solidarités International met l'accent sur la nécessité de renforcer les politiques d'adaptation.

## Le changement climatique renforce le stress hydrique

Ce sont un peu partout les mêmes images de terres craquelées. D'abord autour d'Ispahan, la troisième ville d'Iran, où la rivière Zayandeh Rud était totalement à sec, fin janvier 2019, après une année 2018 déjà la plus aride depuis 47 ans, selon le ministère de l'Énergie. Ensuite, dans l'État du Maharashtra, en Inde, où, en ce début d'année, le déficit d'eau en certains endroits est de plus de 75 % au-dessous de la normale, avec deux conséquences : des rendements agricoles qui chutent de moitié et un accès à l'eau restreint pour les 21 millions d'habitants de Bombay. Sans même parler de la situation traditionnellement inquiétante dans l'Afrique subsaharienne...

« Les impacts du dérèglement climatique sur l'eau, et donc sur l'agriculture, l'alimentation, la santé, sont de plus en plus visibles », observe Alain Boinet, fondateur de Solidarités International, qui publie le 22 mars son nouveau Baromètre de l'eau. Ainsi, selon cette ONG, « 63 % de la population mondiale sera soumise à un stress hydrique en 2025, alors même que la moitié de l'humanité n'a toujours pas accès à l'eau potable ». Cette notion de stress hydrique a été popularisée au début des années 2000 par les Nations unies, pour souligner la tension induite par une demande en eau dépassant les ressources disponibles. Une référence également de plus en plus utilisée dans les différents rapports du groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (Giec).

« Nous avons vu croître cette problématique à partir de 2005, observe Alain Boinet. Pour l'aide humanitaire, cela compulse un peu tous les défis auxquels nous devons faire face : les maladies hydriques comme le choléra, la baisse des rendements agricoles, l'augmentation du nombre de réfugiés climatiques, le déclenchement de conflits liés aux usages de l'eau, etc. Tout est lié. Comme le souligne le Giec dans ses rapports, un sixième de la population mondiale se trouve dans les bassins fluviaux... » D'ailleurs, dans le document édité par Solidarités International pour le Baromètre de l'eau 2019, l'écrivain Erik Orsenna, président d'Initiatives pour l'avenir des grands

AU MAHARASHTRA (INDE), des enfants tentent de pêcher dans le lac asséché de Harsul, à la fin du printemps 2018.



PHOTO: A. BOINET / THE THORN OF WAR

fleuves, tire également la sonnette d'alarme : « Partout dans le monde, du fait du dérèglement climatique, mais aussi de l'urbanisation accélérée, les fleuves sont à la peine. Prenez l'exemple du Colorado (États-Unis) ou du Murray-Darling (Australie), qui n'atteignent plus la mer à force d'être surexploités pour alimenter villes et surfaces agricoles. » Et de citer d'autres exemples bien plus proches de nous : « Le Rhin, puissante voie navigable, a atteint en Allemagne, à l'automne dernier, son plus bas niveau historique ; le Rhône voit d'année en année son débit s'affaiblir. Combien de temps pourrions-nous compter sur son cadeau, cette formidable énergie renouvelable qu'est l'hydroélectricité ? »

Mais Solidarités International ne fait pas que constater ces multiples alertes sur les ressources en eau, elle agit. « Notre philosophie d'action se résume en trois mots : prévenir, préparer, et surtout atténuer », résume Alain Boinet. Ainsi, dans la région de Kidal, au nord du Mali, située en plein Sahara, l'ONG a réhabilité de nombreux points d'eau pour éviter la concurrence entre éleveurs sédentaires et éleveurs

transhumants. Près de 50 systèmes hydrauliques pastoraux ont été mis en place. Ils fonctionnent notamment avec un système de pompage alimenté par des panneaux solaires connectés à un château d'eau d'une capacité de 5 à 10 mètres cubes. Ce qui garantit la régularité de l'alimentation en eau en toute saison. D'une façon plus large, dans la région du Sahel et du lac Tchad, Solidarités International a mis en place des plans de réduction des risques de catastrophes, qui mêlent plusieurs outils de prévention : réserves villageoises pour les récoltes et les aliments du bétail, canaux de drainage, protection des points d'eau, digues et évolution des pratiques agricoles vers l'agroécologie.

« Nous ne sommes pas des climatologues, avertit Alain Boinet. Mais même si nous avons parfois un temps de retard sur les perturbations du climat, nous devons adapter nos programmes à cette nouvelle donne. Car, selon des estimations, 40 % de la population mondiale sera confrontée aux pénuries d'eau et à des tensions destructrices d'ici à 2050. Or, en préservant l'eau, on préserve la paix. Et c'est aussi un bien commun. » O.M.